



C_2016_035

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

SÉANCE DU JEUDI 31 MARS 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Direction Générale des Services

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	60

**Objet de la
délibération:**
**Plan Pluriannuel
d'Investissements
2016-2020**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Florence LEROUX, Grégory LOEW, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Sophie DUFOUR pouvoir à Frédéric MARCEL, Jutta AUGUIN pouvoir à Francine FIORINI, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Nathalie GONZALES pouvoir à Alain PARLANTI, Malika GUELLATI pouvoir à Michèle PELASSY, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Jacques LECOINTE, Alain HAINAUT pouvoir à Richard STRAMBIO, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS, Valéria VECCHIO pouvoir à Thierry RUDNIK

ABSENT(S) :

Gilbert BOUZEREAU, Sandrine MARY-BOUZEREAU, David SONNEVILLE

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le :
07 AVR. 2016

**Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982**

Les collectivités territoriales et les intercommunalités sont aujourd'hui massivement confrontées à des difficultés financières majeures et doivent faire face à un contexte budgétaire de plus en plus contraint avec une diminution de leurs ressources et un désengagement de l'Etat.

Malgré ces difficultés, la Communauté d'agglomération dracénoise a fait le choix de poursuivre un niveau d'investissement volontaire, dans une perspective d'aménagement du territoire et afin de soutenir l'économie locale et l'emploi.

Ainsi, sur la base d'un important travail de recensement des besoins et d'élaboration des projets, concerté depuis plus d'un an, un Plan Pluriannuel d'Investissements (PPI) ambitieux mais soutenable, avec une programmation arrêtée à hauteur de 55,3 M€ sur la période 2016-2020, a été arrêté.

Ce PPI est un instrument de pilotage financier de l'Agglomération et un outil de programmation des investissements envisagés sur les 5 années à venir.

Les Élus du Bureau communautaire ont adopté 4 principes qui ont prévalu à son élaboration :

- Privilégier les investissements productifs, sources de développement économique et d'attractivité du territoire,
- Assurer l'équilibre du territoire, en aidant les communes dans la réalisation de leurs projets, en étant solidaire et en soutenant particulièrement la ruralité,
- Recentrer les investissements communautaires, en donnant priorité aux compétences obligatoires de l'agglomération,
- Développer la performance de l'action publique communautaire.

Il repose sur une approche budgétaire dynamique (selon un principe d'Autorisations de Programme et de Crédits de Paiement) et pragmatique (actualisation en fonction des tendances annuelles, de faisabilité des projets, d'émergence d'opportunités, de besoins d'ajustements). S'il constitue bien le document de référence, formalisant ainsi des engagements sur des volumétries financières et des projets arrêtés par politique publique, ce PPI pourra néanmoins être questionné, notamment à travers la mise en place d'un fonds de péréquation basé sur des marges de manœuvre nouvelles.

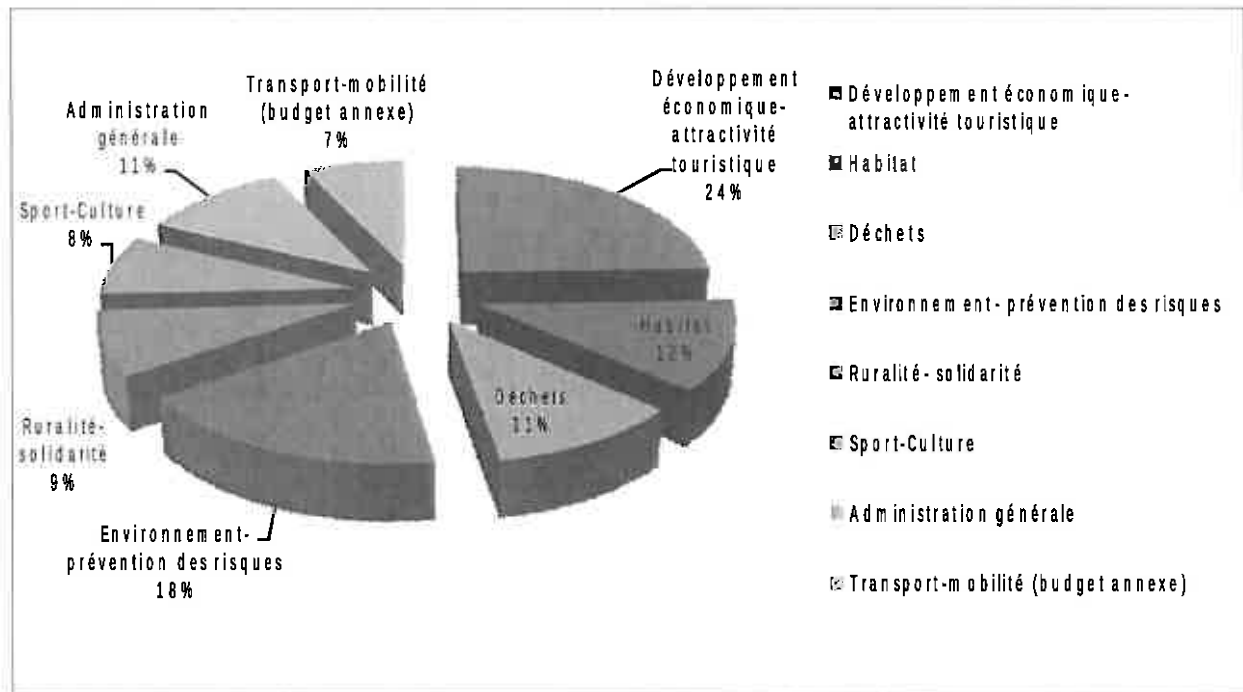
A cet effet, l'évaluation des politiques publiques et du suivi des réalisations fournira des indicateurs pertinents durant la mandature.

Ainsi, les opérations retenues dans le cadre du PPI 2016-2020 ont été regroupées par politique publique, en 6 domaines représentatifs des compétences de l'Agglomération :

- Développement économique / attractivité touristique :	14,6 M€
- Environnement / prévention des risques :	10,8 M€
- Déchets :	6,5 M€
- Habitat :	7,2 M€
- Administration générale :	6,4 M€
- Sport et culture :	4,7 M€

A ces compétences, s'ajoute le soutien à la ruralité qui demeure important (3,1 M€).

Il doit en effet être rappelé que si une priorité a été donnée au développement économique et à l'attractivité du territoire, la solidarité et l'aide à la ruralité n'ont pour autant pas été oubliées, à travers les fonds de concours (environ 9 % du PPI).



* hors transport-mobilités (porté sur un budget annexe, avec une estimation d'investissement prévisionnelle de 4,3 M€).

Chacun des axes se décline comme suit :

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE :

Cet axe traduit l'ambition de renforcer l'attractivité économique de l'agglomération Dracénoise et s'appuie sur les grandes orientations d'équilibre établies dans le Schéma de Cohérence Territoriale de la Dracénie : renforcer le cœur de l'agglomération (Draguignan-Trans en Provence), libérer le potentiel de développement du sud de la Dracénie mais aussi accompagner le développement des communes dans leurs besoins de zones d'activités locales avec notamment la question cruciale du foncier disponible pour le développement de ces activités économiques.

En ce sens, la priorité donnée au développement économique répond au principe d'investissement productif permettant des retombées économiques et favorisant les conditions de création d'emplois.

Pour cela, le PPI 2016-2020 prévoit notamment:

- La constitution d'un fonds d'intervention économique, avec un fonds initial ayant vocation à être alimenté au cours du mandat par les cessions foncières du patrimoine communautaire et les recettes issues des projets économiques. Ce fonds permettra la réalisation du projet économique du territoire (acquisitions foncières, création de zones d'activités, soutien aux filières économiques, développement de l'immobilier d'entreprise).

- Les opérations portant requalification des Zones d'Activités Economiques communautaires existantes.

- La mise en œuvre d'un FISAC communautaire en faveur des cœurs de villages
- Le renforcement du cœur marchand du centre-ville de Draguignan.
- La création de Zones d'Activités locales.
- Les acquisitions foncières nécessaires au développement de l'appareil de formation sur le territoire.

TOURISME :

La Communauté d'agglomération consacre une part importante de ses investissements au développement touristique de son territoire, avec la mise en place de schémas : cyclable, touristique, randonnées.

Elle soutient également les communes, notamment rurales, dans leur développement touristique, via l'attribution de fonds de concours.

ENVIRONNEMENT-PREVENTION DES RISQUES :

Une très importante partie du budget alloué en matière environnementale concerne la réalisation des travaux du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) porté par le Syndicat Mixte de l'Argens et la réduction du risque et de la vulnérabilité.

Les travaux du Plan Intercommunal de Débroussaillage et d'Aménagement Forestier (PIDAF) sont également inclus dans ce volet.

DECHETS :

Un fort investissement est déployé en matière de gestion des déchets, avec la mise en œuvre d'un plan d'optimisation des collectes et du tri, mais aussi des déchets verts.

Les investissements de ce mandat porteront également sur la création de nouvelles déchèteries sur plusieurs communes et sur la construction d'une Unité de Traitement des Déchets, sans oublier les investissements liés à la politique de collecte des déchets.

HABITAT :

Afin de conduire une politique volontaire et ambitieuse en matière d'habitat, la Communauté d'agglomération propose un budget qui double par rapport au précédent mandat, en mettant l'accent sur une politique de l'habitat dans les centres anciens (résorption de vacances, réhabilitation, acquisition-amélioration).

ADMINISTRATION GENERALE :

Outre les opérations récurrentes liées à l'entretien du patrimoine, les projets identifiés seront tournés vers l'accessibilité et la performance énergétique.

En termes de performance publique, des investissements sont prévus avec un plan de modernisation de l'Administration sur le mandat.

SPORT :

En matière de sport, la priorité est donnée sur ce mandat sur la création d'un Pôle aquatique sur le territoire de la commune de Draguignan.

CULTURE :

Il s'agit principalement des travaux de réhabilitation du théâtre communautaire, mais également des achats nécessaires au bon développement du réseau de lecture publique et des

médiathèques.

Envoyé en préfecture le 04/04/2016

Reçu en préfecture le 04/04/2016

Affiché le

07 AVR. 2016

ID : 083-248300493-20160331-C_2016_035-DE

RURALITE-SOLIDARITE :

La Communauté d'agglomération soutient ses communes membres, et notamment les plus petites communes rurales, que ce soit dans leurs projets touristiques ou ceux qui contribuent au maintien des services publics locaux de proximité. Un budget significatif est ainsi destiné aux fonds de concours.

Un document joint à la présente délibération détaille l'ensemble des projets inscrits au PPI 2016-2020 de la Communauté d'agglomération dracénoise, avec une programmation étalée sur les 5 années.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la commission des Finances réunie le 17 mars 2016, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir valider le Plan Pluriannuel d'Investissements 2006-2020 et d'autoriser Monsieur le Président à solliciter toutes les subventions au taux le plus élevé possible, auprès de l'ensemble de ses partenaires financiers.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 57 voix pour
3 abstention(s) :

Franck AMBROSINO, Thierry RUDNIK, Valéria VECCHIO
décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 31 mars 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de l'autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.